

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Édité le 05/05/2025

EXTENSION D'UN CREMATORIUM

SAINTES (17)

SEM PFIS - POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE LA SAINTONGE



Présentation

Destinataires	Société	Email	Téléphone
Alyne PACHA	SEM PFIS - POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE LA SAINTONGE	alyne.pacha@pfpubliques.fr	05.46.93.17.71

Numéro de version	Établi par	Vérifié par	Approuvé le
1	E.BOILEAU	E.BOILEAU	05/05/2025

Table des matières

PARTIE 1	CONTEXTE ET PRESENTATION DU DOSSIER	5
I.	HISTORIQUE ET OBJET DU DOSSIER	5
II.	CONTENU DU DOSSIER	5
PARTIE 2	ELEMENTS ET PIECES ADMINISTRATIVES	7
I.	LOCALISATION ET ADRESSE DU PROJET	7
1.	Adresse.....	7
2.	Coordonnées géographiques	7
3.	Situation cadastrale	7
II.	EXPLOITANT	8
III.	PIECES ADMINISTRATIVES	9
PARTIE 3	CADRAGE REGLEMENTAIRE	10
I.	REGLEMENTATION SPECIFIQUE	10
II.	ART. R122-2 C. ENVIRONNEMENT– EVALUATION ENVIRONNEMENTALE..	10
III.	NOMENCLATURE LOI SUR L’EAU	10
IV.	PROCEDURES.....	11
PARTIE 4	DESCRIPTION DE L’EXISTANT ET DU PROJET	12
I.	EXISTANT.....	12
II.	PROJET	18
III.	TRAVAUX.....	18
PARTIE 5	INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT	21
I.	CONTEXTE NATUREL.....	21
1.	Synthèse des enjeux.....	21
2.	Cartographie	22
3.	Incidences et mesures.....	26
II.	CONTEXTE HUMAIN.....	26
1.	Synthese des enjeux.....	26
2.	Cartographie	28
3.	Incidences et mesures.....	33
PARTIE 6	ANNEXES	35

Index des tableaux

Tableau 1 - Coordonnées géographiques	7
Tableau 2 - Parcelles cadastrales	7
Tableau 3. Identification de la personne morale	8
Tableau 4. Classement au titre de l'Article R.122-2 du Code de l'environnement.....	10
Tableau 5. Classement au titre de la loi sur l'eau	11
Tableau 6. Synthèse des enjeux relatifs aux contexte naturel.....	21
Tableau 7. Synthèse des enjeux relatifs aux contexte physique, hydrologique, écologique et humain	26

Index des illustrations

Figure 1 - Carte de situation cadastrale.....	8
Figure 2 - Emprises existantes	12
Figure 3 - Localisation des prises de vue	13
Figure 4 - Prises de vue.....	14
Figure 5 - Plan des extensions projetées	19
Figure 6 - Coupes état existant et projeté	20
Figure 7 - Localisation des sondages pédologiques réalisés.....	25

PARTIE 1 CONTEXTE ET PRESENTATION DU DOSSIER

I. HISTORIQUE ET OBJET DU DOSSIER

Le crématorium de SAINTES est existant depuis 2001, il est exploité par délégation de service public par la SEM PFIS - POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE LA SAINTONGE depuis 2007.

Il a fait l'objet de travaux de modernisation en 2015 par le remplacement du four existant et la mise en œuvre d'un dispositif de filtration.

Le projet d'extension du crématorium, objet du présent dossier, comprend :

- o l'ajout d'un second four de crémation par intégration et construction sur le bâti existant ;
- o la création d'un espace d'accueil supplémentaire de 49m² nommé « Hall des cérémonies »;
- o l'aménagement d'une extension du jardin du souvenir, espace extérieur de recueillement (sans construction) sur une parcelle de 1 700 m².

L'installation d'un second four de crémation permettra à l'équipement de garantir le service pendant les opérations de maintenance technique nécessaires sur les fours. Actuellement, l'équipement ne fonctionnant qu'avec un seul four, les opérations de maintenance (20 jours minimum par an) amènent l'arrêt des services de crémation pendant ces périodes.

L'exploitation de l'équipement ne sera pas modifiée. La société traite environ 600 obsèques par an, dont la moitié comporte des crémations. Le nombre de crémations annuel était de 1 126 crémations en 2022. Le nombre de crémation journalier ne sera pas augmenté au-delà des 5 crémations par jour actuellement.

II. CONTENU DU DOSSIER

Le contenu du dossier n'est pas prescrit réglementairement. Il s'appuie sur les pièces usuellement sollicitées pour les créations d'équipements funéraires et d'échanges avec le service funéraire de la Préfecture de LA ROCHELLE.

Les pièces du dossier de demande sont les suivantes :

- o une demande écrite d'autorisation de création ou d'extension d'un crématorium, précisant les motivations **ANNEXE 01**
- o un extrait KBIS du délégataire de moins de trois mois **ANNEXE 02**
- o l'adresse exacte du crématorium envisagé **Rapport de présentation**
- o le cas échéant, le mode de gestion adopté par exemple, une délibération précisant l'adoption de délégation de service public, le nom de la société **ANNEXE 03**
- o un avant-projet sommaire comprenant :
 - un plan de situation (proximité d'habitations, zones commerciales...) **ANNEXE 07 et 08**
 - un plan détaillé **ANNEXE 10**
 - un plan extrait du plan local d'urbanisation, un extrait du règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) correspondant à la zone où est projeté le crématorium **ANNEXE 09**
- o un projet de règlement intérieur mis à jour signé par la communauté d'agglomération et son délégataire **ANNEXE 04**
- o les tarifs des prestations crématorium **ANNEXE 05**
- o un document sur la formule de révision annuelle des tarifs **ANNEXE 03**
- o un document graphique du projet **ANNEXE 10**
- o une notice explicative présentant le projet, en détaillant les caractéristiques et établissant la conformité du bâtiment avec les prescriptions réglementaires (articles D.2223-100 à D.2223-109 du code général des collectivités territoriales) et concernant : **ANNEXE 12**
 - la partie publique

- la partie technique
- les fours
- les cheminées d'évacuation des gaz du(ou des) four(s) de crémation
- les prescriptions relatives à la protection contre l'incendie
- o une notice d'accessibilité **ANNEXE 13**
- o une notice de sécurité **ANNEXE 14**
- o une documentation technique du four de crématorium **ANNEXE 15**
- o un compte d'exploitation prévisionnel. **ANNEXE 06**
- o la décision résultant de la demande d'examen au cas par cas **ANNEXE 11**
- o Etudes spécifiques :
 - L'évaluation quantitative des risques sanitaires **ANNEXE 16**
 - L'étude hydraulique **ANNEXE 17**

PARTIE 2 ELEMENTS ET PIECES ADMINISTRATIVES

I. LOCALISATION ET ADRESSE DU PROJET

1. ADRESSE

Le projet est localisé au sein du territoire de la commune de SAINTES en CHARENTE-MARITIME (17). La localisation au 1/25000^e est présentée en **ANNEXE 07**.

L'adresse du site en projet est la suivante :

**2 RUE ARMAND TROUSSEAU
17100 SAINTES**

2. COORDONNEES GEOGRAPHIQUES

Le tableau ci-dessous indique les coordonnées géographiques du site :

Tableau 1 - Coordonnées géographiques

	WGS84	RGF93/Lambert93
x	0° 39' 35" O	415 552
y	45° 44' 47" N	6 522 916

3. SITUATION CADASTRALE

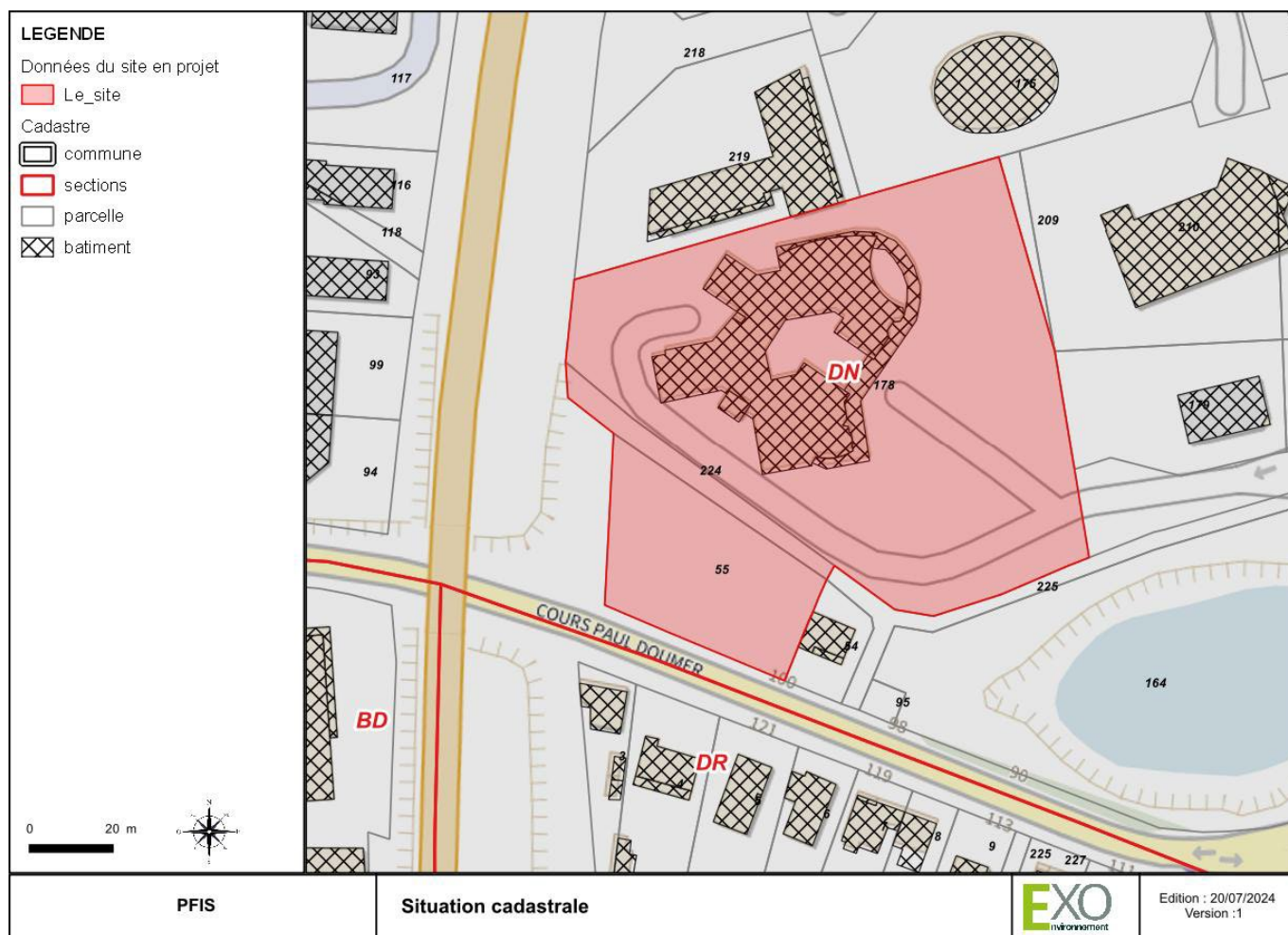
Les parcelles cadastrales concernées sont les suivantes, elles sont illustrées page suivante :

Tableau 2 - Parcelles cadastrales

INSEE COMMUNE	REFERENCE CADASTRALE	CONTENANCE CADASTRALE (m²)	SURFACE GEOGRAPHIQUE (m²)
17 415	000 DN 178	8 839	8 864
17 415	000 DN 55	1 717	1 739
17 415	000 DN 224	409	398
	Total (m²)	10 965	11 001
	Total (ha)	1,10	1,10

Source : Cadastre.gouv. et surface géographique (QGIS)

Figure 1 - Carte de situation cadastrale



II. EXPLOITANT

La SEM PFIS - POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE LA SAINTONGE, est délégataire depuis 2007 du service extérieur des pompes funèbres, de la gestion du crématorium et d'une chambre funéraire.

Cela consiste uniquement à l'exercice des compétences de service public de la collectivité délégante : l'Agglomération de Saintes.

- Transport de corps avant et après la mise en bière ;
- L'organisation d'obsèques ;
- Les soins de conservation ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- La gestion du crématorium de Saintes.

Tableau 3. Identification de la personne morale

Dénomination sociale	POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE LA SAINTONGE (sigle PFIS)
SIREN	495 268 583
SIRET (siège/Etablissement)	495 268 583 00095 / 495 268 583 00061
Date d'immatriculation	Immatriculée au RCS le 09/05/2007

Date d'enregistrement à l'INSEE	Enregistrée à l'INSEE le 19/03/2007
Forme juridique	Société anonyme d'économie mixte
Capital social	516 400,00 €
Adresse du siège	12 Boulevard Guillet Maillet Cs 90316 17107 Saintes Cedex
Activités principales / Code NAF/APE	Exploitation du service extérieur des pompes funèbres tel que décrit à l'article L2223-19 du code général des collectivités territoriales création et gestion de chambres funéraires, gestion d'un crématorium, exploitation de tous services complémentaires à ceux exercés dans le domaine funéraire, vente d'articles funéraires caveaux et monuments funéraires et toutes fournitures et prestations afférentes Services funéraires / 96.03Z
Dirigeant(s)	Alyne PACHA, Directrice générale

III. PIÈCES ADMINISTRATIVES

Les pièces administratives suivantes sont annexées au dossier :

- ANNEXE 1** COURRIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION
- ANNEXE 2** EXTRAIT KBIS DU DELEGATAIRE
- ANNEXE 3** CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU 27/12/2007, AVENANTS N°1 et N°2, ANNEXES
- ANNEXE 4** REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT : le document ne nécessite pas de mise à jour compte tenu du projet d'extension.
- ANNEXE 5** TARIFS DES PRESTATIONS : les conditions de réactualisations sont indiquées à l'art. 20 de la DSP du 27/12/2007, elles ont été modifiées par l'avenant N°2 du 20/12/2011.
- ANNEXE 6** COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

PARTIE 3 CADRAGE REGLEMENTAIRE

I. REGLEMENTATION SPECIFIQUE

Les crématoriums ne constituent pas des installations classées au titre de l'art. R511-9 du Code de l'environnement, y compris pour la rubrique 2910 relative aux installations de combustion.

Ils sont régis par les textes suivants :

- o Code général des collectivités territoriales : articles D2223-99 à D2223-109-1 ;
- o Arrêté n°2023-264 du 11 avril 2023 modifié relatif aux prescriptions techniques des crématoriums ;
- o Arrêté du 28 janvier 2010 modifié relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

Les recouvrements réglementaires des installations existantes et projetées à ces textes sont disponibles en [ANNEXE 12](#).

II. ART. R122-2 C. ENVIRONNEMENT— EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

En application du II de l'art. L.122-1 du Code de l'environnement, le projet est concerné par le I de l'art. R122-2 du Code de l'environnement. Il relève de la rubrique 48 du tableau annexé à cet article et est soumis à examen au cas par cas.

Tableau 4. Classement au titre de l'Article R.122-2 du Code de l'environnement

Catégories de projet	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
48. Crématoriums	/	Toute création ou extension

Le projet ne relève pas de la rubrique 41 relative aux aires de stationnement ouvertes au public, le projet n'entraîne en effet aucune augmentation du nombre de stationnements existants.

Le projet ne relève pas de la rubrique 39 relative aux travaux, constructions et opérations d'aménagement. En effet, l'emprise du projet ne dépasse pas 5 ha et la surface de plancher à créer dans le cadre du projet n'excède pas 10 000 m².

Le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas. L'Autorité Environnementale a notifié par arrêté préfectoral du 01/10/2024 l'absence de soumission à évaluation environnementale

La décision de l'autorité environnementale est disponible en [ANNEXE 11](#).

III. NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Le projet comporte des installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de l'art. L.214-1 du Code de l'environnement. Il est concerné par les rubriques ci-dessous, listées à l'Article R.214-1 du même code.

Tableau 5. Classement au titre de la loi sur l'eau

Rubrique	Intitulé	Capacité du site	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha — (A) 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha - (D)	Emprise du bassin versant (projet et amont) : 1700m ²	NC
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Aucune zone humide	NC

Le projet ne relève pas d'une procédure loi sur l'eau qu'il s'agisse d'un régime d'autorisation ou de déclaration. Il intègre cependant une analyse de gestion des eaux pluviales concernant l'aménagement projeté d'extension du jardin du souvenir.
(ANNEXE 17)

IV. PROCEDURES

La demande est déposée à la préfecture du lieu d'implantation du crématorium en application du L.2223-40 du Code général des collectivités territoriales

L'autorisation d'extension est délivrée par le préfet compétent, avec au préalable une enquête publique suivie d'un avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

La décision intervient dans un délai de six mois suivant le dépôt de la demande. En l'absence de notification de la décision à l'expiration de ce délai, l'autorisation est considérée comme refusée.

Par ailleurs, le projet doit faire l'objet d'une demande de permis de construire, à déposer en mai 2025.

PARTIE 4 DESCRIPTION DE L'EXISTANT ET DU PROJET

I. EXISTANT

Le terrain d'assiette s'étend sur 1,1ha, il comprend une surface de 8 800m² d'ores et déjà aménagée dont 1 922 m² d'emprise bâtie.

Le bâtiment existant comporte le crématorium existant et les pompes funèbres. Les emprises extérieures aménagées comportent les emprises techniques non accessibles au public, un espace de stationnement et le jardin du souvenir existant.

Au sein du bâti :

- Les pompes funèbres comportent un hall d'accueil, des bureaux de réception des familles et un espace de vente (plaques et fleurs artificielles).
- La chambre funéraire comporte : 5 salons de recueillement (lit réfrigéré), 8 cellules réfrigérées (conservation des défunts), une double cellule réfrigérée négative. Les prestations sont ouvertes quel que soit l'opérateur et comportent le séjour en cellule réfrigérée avec présentation ponctuelle du défunt, ou séjour avec soin de conservation.
- Le crématorium comportera deux fours de crémation (un existant), une salle de cérémonie, un espace d'accueil des familles et un local pour le dépôt temporaire des urnes.

Le jardin du souvenir actuel dispose de cases columbarium pour inhumation de l'urne, d'un espace de dispersion des cendres, d'une roseraie. Le projet paysager de l'extension est en cours de définition.

Figure 2 - Emprises existantes



Figure 3 - Localisation des prises de vue



Figure 4 - Prises de vue

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION
PRISES DE VUE

Pdv n°1



Pdv n°2



DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION
PRISES DE VUE

Pdv n°3



Pdv n°4a



DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION
PRISES DE VUE

Pdv n°4b



Pdv n°5b



DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION
PRISES DE VUE

Pdv n°5b



Pdv n°6



II. PROJET

Le projet d'extension du crématorium, objet du présent dossier, comprend :

- o l'ajout d'un second four de crémation par intégration et construction sur le bâti existant ;
- o la création d'un espace d'accueil supplémentaire de 49m² nommé « Hall des cérémonies »;
- o l'aménagement d'une extension du jardin du souvenir, espace extérieur de recueillement (sans construction) sur une parcelle de 1 700 m².

Les travaux projetés sont indiqués sur le plan et les coupes page suivante.

Les documents de coupes et plans de l'Avant-Projet Sommaire et les visuels de l'Esquisse sont disponibles en **ANNEXE 10**.

III. TRAVAUX

Les travaux pour la mise en œuvre du second four de crémation et l'extension du hall d'accueil dureront 12 mois par intermittence en assurant la continuité de services.

Les travaux d'aménagement de l'extension du jardin du souvenir sont estimés à 12 mois également.

Les travaux se dérouleront comme suit :

- **Second four de crémation :**

- Travaux préparatoires sur le bâti (dépose de la couverture existante, modification structurelle de la charpente)
- Réalisation de l'édicule et modification du refend pour l'accès interne depuis la salle d'introduction
- le four sera usiné hors site et livré pour assemblage sur site et raccordement.

- **Extension du hall d'accueil :**

Ces travaux n'induisent pas de modification structurelle :

- Création de l'extension indépendante avec raccord de charpente sur l'existant
- Démontage de la menuiserie extérieure existante pour connecter les deux espaces (Salle des cérémonies et futur Hall des cérémonies).

- **Jardin du souvenir**

- travaux de terrassement permettant de garantir l'accessibilité PMR de l'espace et noues d'infiltration des eaux pluviales ;
- travaux paysagers.

Figure 5 - Plan des extensions projetées

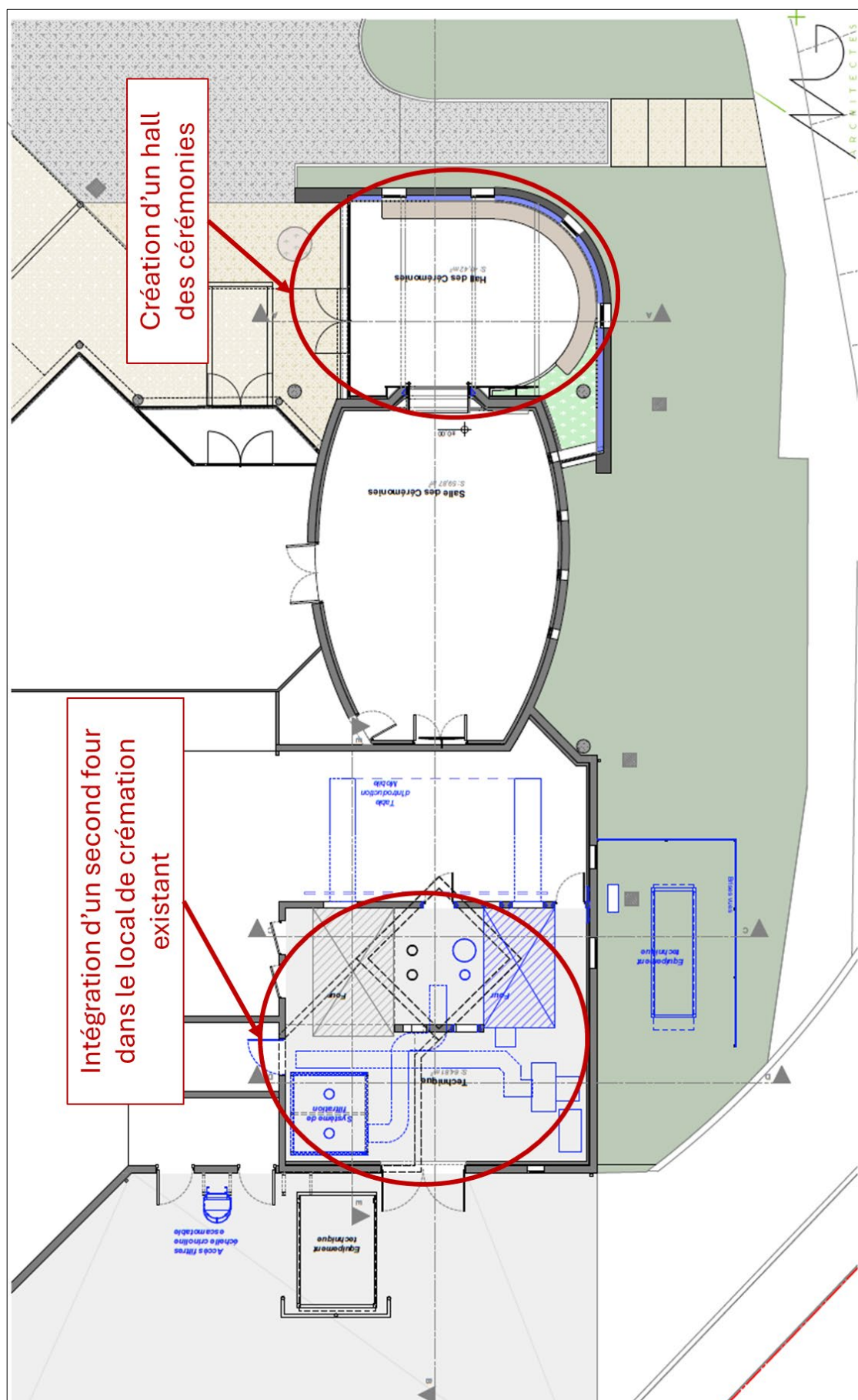
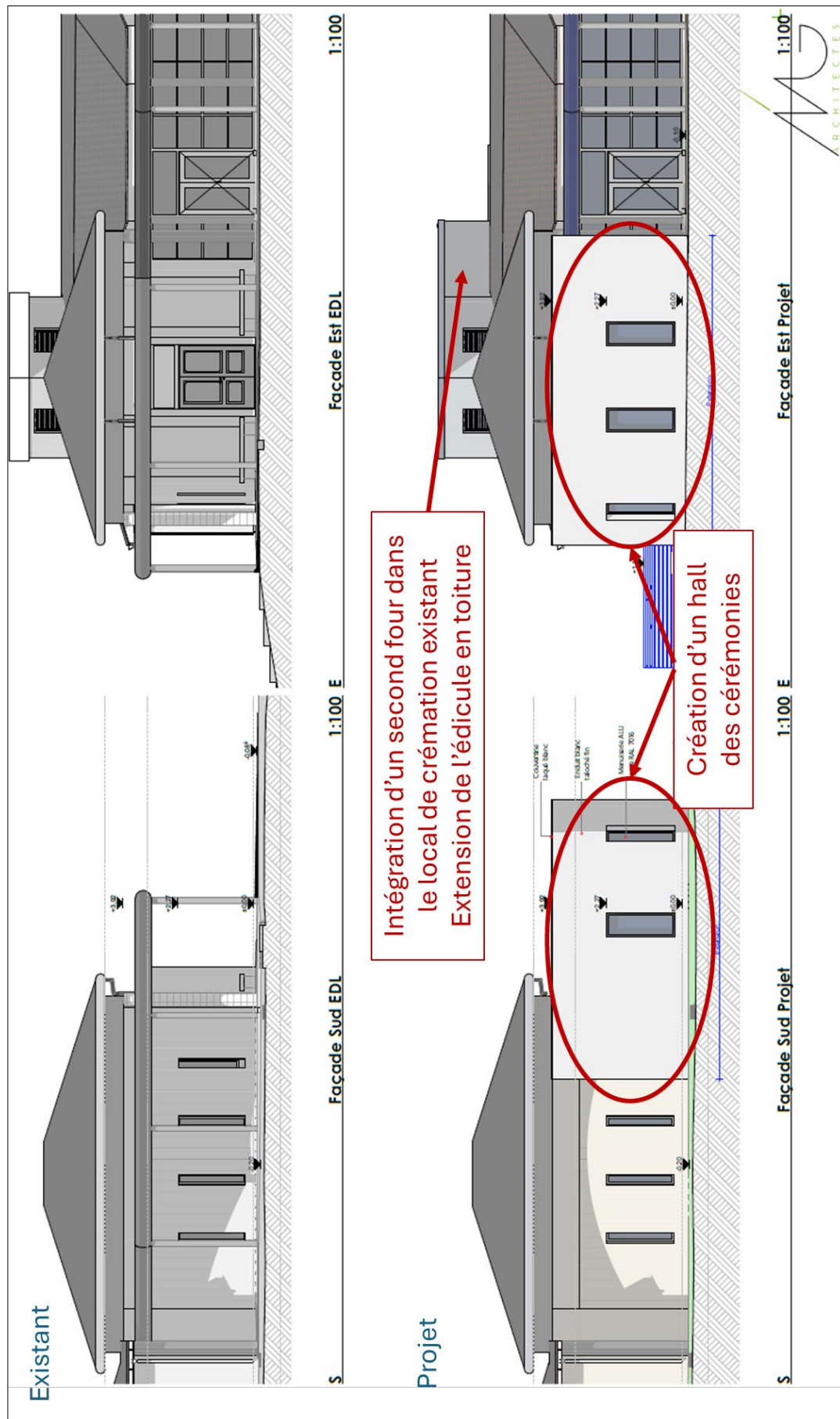


Figure 6 - Coupes état existant et projeté



PARTIE 5 Incidences sur l'environnement

I. Contexte naturel

1. SYNTHÈSE DES ENJEUX

Le tableau suivant présente une synthèse des enjeux des milieux. Ceux-ci sont hiérarchisés selon l'échelle suivante.

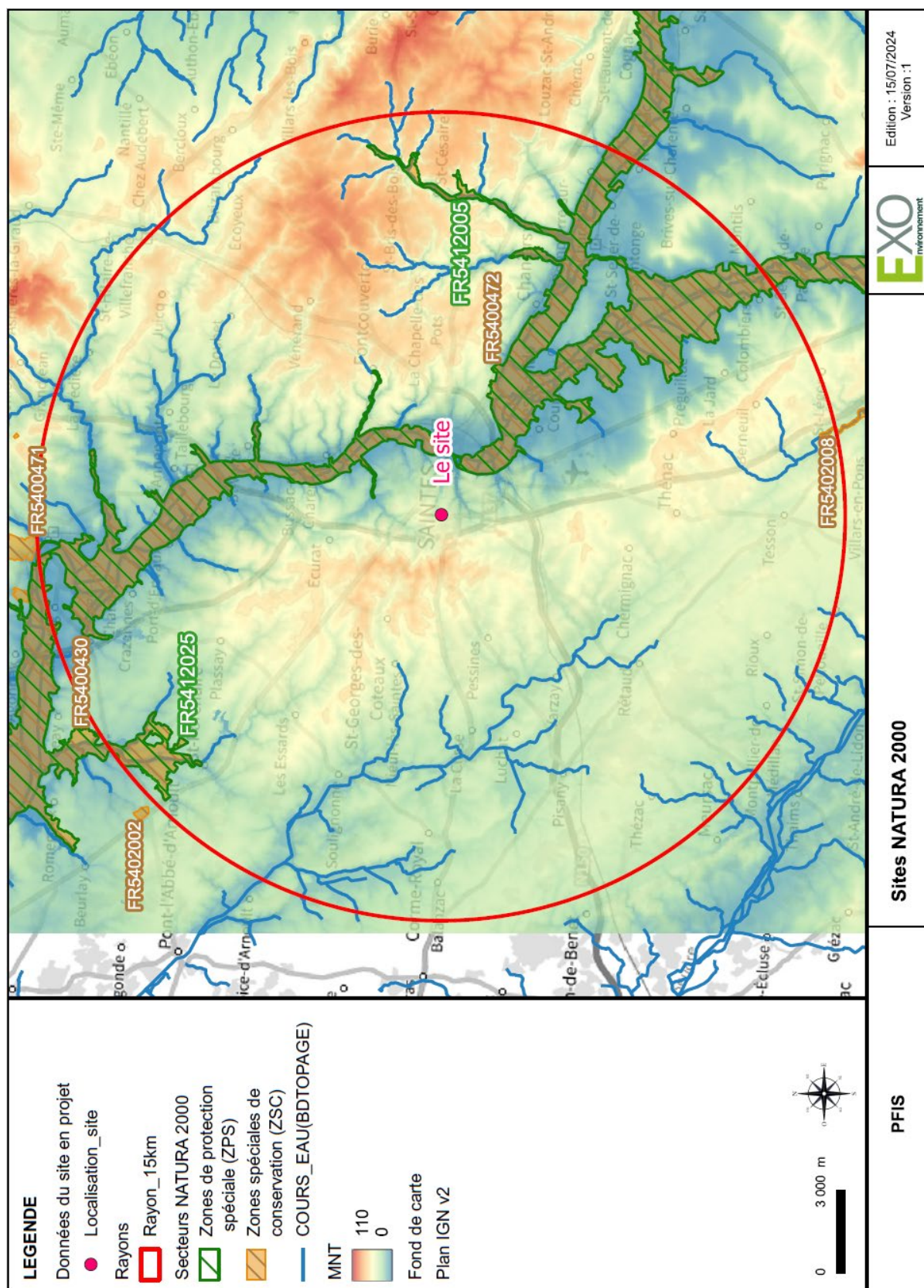
Nul	Faible	Modéré	Fort	Très fort
-----	--------	--------	------	-----------

Tableau 6. Synthèse des enjeux relatifs aux contextes naturels

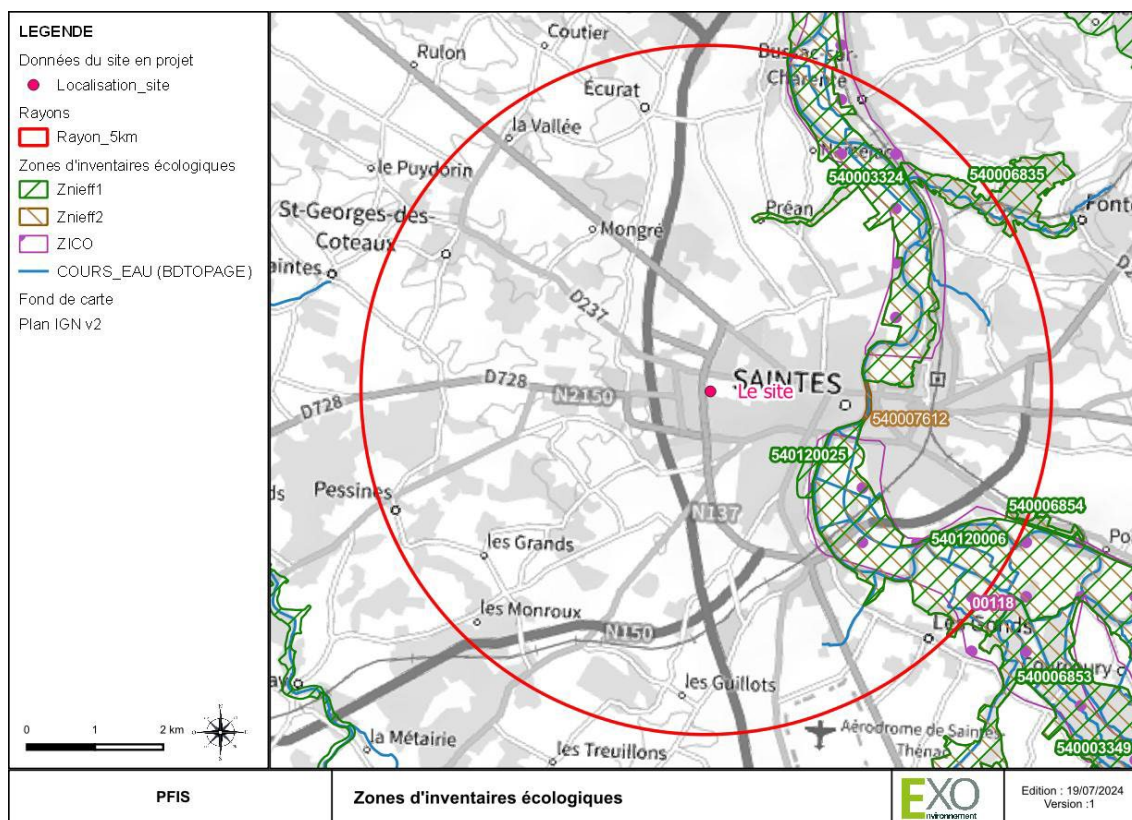
Thématique	Synthèse	Sensibilité
Contexte hydrologique		
Eaux superficielles	<p>Le site ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de cours d'eau sur son emprise, le plus proche est localisé à 1900 m environ en aval à l'est du site, il s'agit de la CHARENTE. - de zone humide, plan d'eau ou mare. Un relevé pédologique a été réalisé sur site, les résultats des sondages rendent compte de l'absence de zone humide (ANNEXE 17) <p>Etat des lieux 2019 pour la masse d'eau FRFR332 La Charente du confluent de la Touvre au confluent du Bramerit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - état écologique moyen, état chimique mauvais ; 	Modéré
Eaux souterraines	<ul style="list-style-type: none"> - pas de forage ou point d'eau souterraine ou de source affleurante ; - vulnérabilité potentielle aux pollutions de surface. Niveau de perméabilité bon. - L'état de quatre des cinq masses d'eau souterraines au droit du projet (FRFG078A, FRFG080A, FRFG075A, FRFG073A) est bon quantitativement et chimiquement, sans pression significative associée. A contrario, la masse d'eau souterraine (FRFG094) présente un mauvais état quantitatif et chimique. Les pressions significatives associées sont liées au secteur agricole avec les concentrations en nitrates et pesticides. 	Modéré
Enjeux et usages	<p>Le site n'est pas localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en amont immédiat d'une zone de baignade, de conchyliculture ou de pêche à pied de loisir ; - au sein d'un périmètre de protection rapproché de captage d'eau potable. (Modification récente du périmètre de protection du captage de COULONGE) <p>Le site est localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en zone de répartition des eaux superficielles et souterraines ; - en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole et en zone sensible à l'eutrophisation ; 	Faible
Contexte écologique		
Continuités écologiques	<p>Le site s'inscrit dans un secteur urbanisé, hors corridor écologique d'intérêt régional.</p> <p>Il s'inscrit localement dans une zone de corridor écologique identifié au PLU. Ces zones ne constituent pas nécessairement des espaces naturels, mais en l'occurrence des espaces non bâtis, végétalisés ou arborés le long d'axes routiers par exemple. L'emprise projet de l'extension du jardin du souvenir est en effet occupée sur une partie de son périmètre par des linéaires de végétations arborées ou arbustives. La majorité de l'emprise projet est en friche, entretenue régulièrement.</p>	Faible
Secteurs de protection et d'inventaires	<p>Le site n'est inscrit dans aucun périmètre de protections réglementaires, contractuelles, au titre des conventions ou par la maîtrise foncière, ou des secteurs d'inventaires.</p>	Faible

2. Cartographie

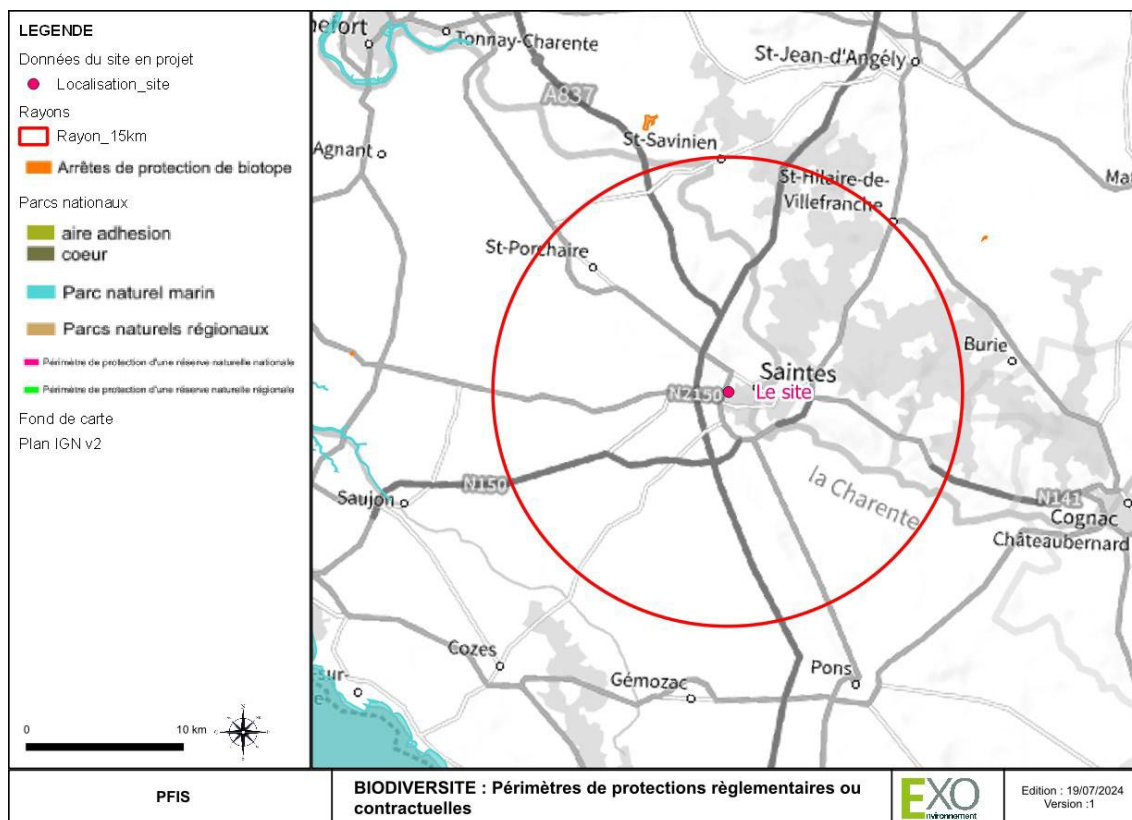
NATURA 2000



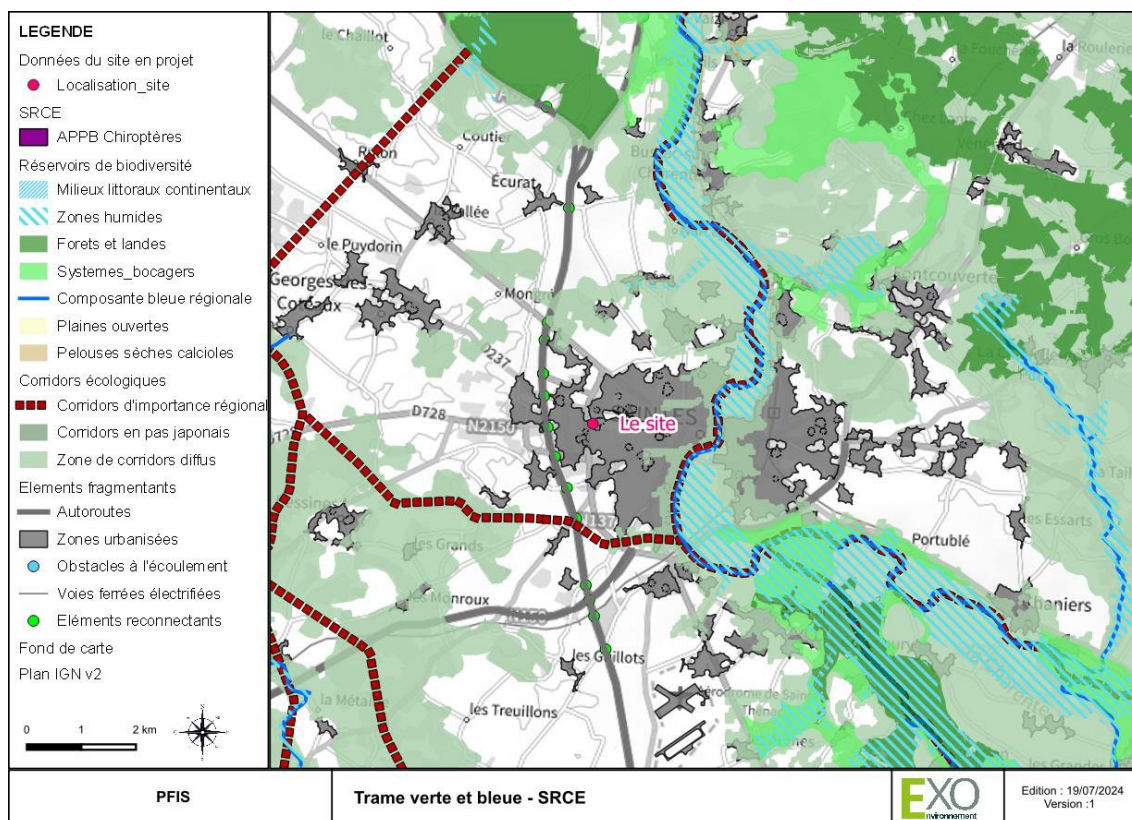
ZNIEFF



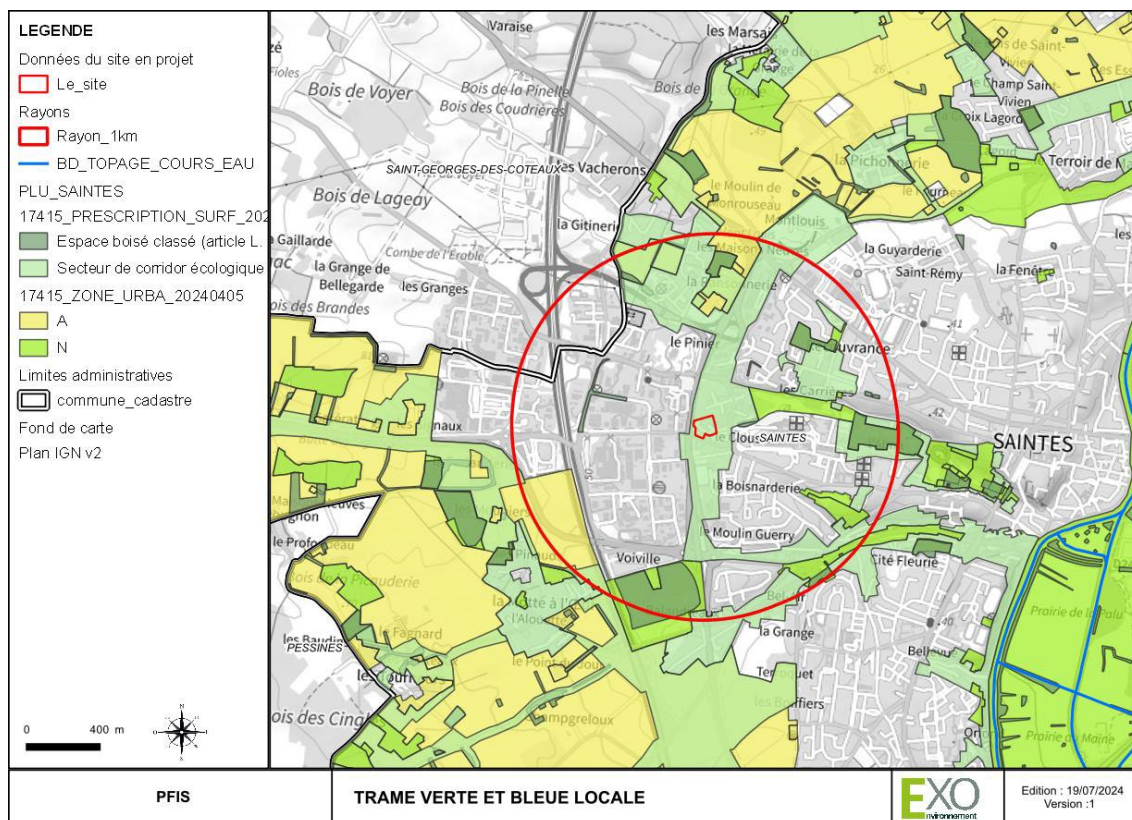
PERIMETRES DE PROTECTIONS REGLEMENTAIRES ET CONTRACTUELLES (APB, PN, PNM, PNR, RNN, RNR)



TRAME VERTE ET BLEUE REGIONALE



TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE



ZONES HUMIDES

Figure 7 - Localisation des sondages pédologiques réalisés



3. INCIDENCES ET MESURES

Analyse des incidences

- La mise en œuvre d'un second four sera réalisée au sein du bâti existant, il nécessitera une construction ponctuelle supplémentaire en toiture pour augmenter l'espace et insérer le système de filtration du nouvel équipement. En outre le hall des cérémonies de 49m² sera réalisé sur des emprises d'ores et déjà imperméabilisées. L'aménagement du bâti (extension en surface et toiture) n'aura pas d'incidence sur l'environnement naturel, il n'augmentera pas la surface imperméabilisée vis-à-vis de l'existant.
- L'aménagement de l'extension du jardin du souvenir n'impliquera pas de destruction des éléments paysagers existants. Les ouvertures dans ces éléments sont existantes et seront adaptées à la marge pour le passage de piétons sur l'accès public projeté et de véhicule léger pour l'accès réservé au personnel de service.
- L'aménagement de l'extension du jardin du souvenir constitue un aménagement susceptible d'augmenter les débits de pointe vis-à-vis de l'existant bien que l'imperméabilisation soit limitée par la nature du projet, un jardin.

Mesures

Les principales mesures concernent la gestion des eaux pluviales :

- Le projet est l'occasion de gérer les eaux pluviales issues de toitures nouvelles (Hall des cérémonies et extension de l'édicule existant) par infiltration dans les espaces verts existants à proximité du bâtiment.
- L'étude hydraulique réalisée dans le cadre du projet (en ANNEXE 17) a permis de dimensionner les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales ruisselant sur le projet d'extension du jardin du souvenir. Les eaux pluviales seront recueillies par des noues d'infiltration à réaliser en partie basse du terrain. Le volume de ces noues sera de 24 m³ au total pour une surface d'infiltration totale de 84m². Ce dimensionnement permet de gérer une pluie de période de retour 30 ans. Le mode de gestion par infiltration dans des noues permettra une bonne intégration paysagère de ces ouvrages. Ces principes sont cohérents avec les enjeux de gestion du risque inondation du secteur.

II. CONTEXTE HUMAIN

1. SYNTHÈSE DES ENJEUX

Le tableau suivant présente une synthèse des enjeux des milieux au regard de l'état initial réalisé. Ceux-ci sont hiérarchisés selon l'échelle suivante.

Nul	Faible	Modéré	Fort	Très fort
-----	--------	--------	------	-----------

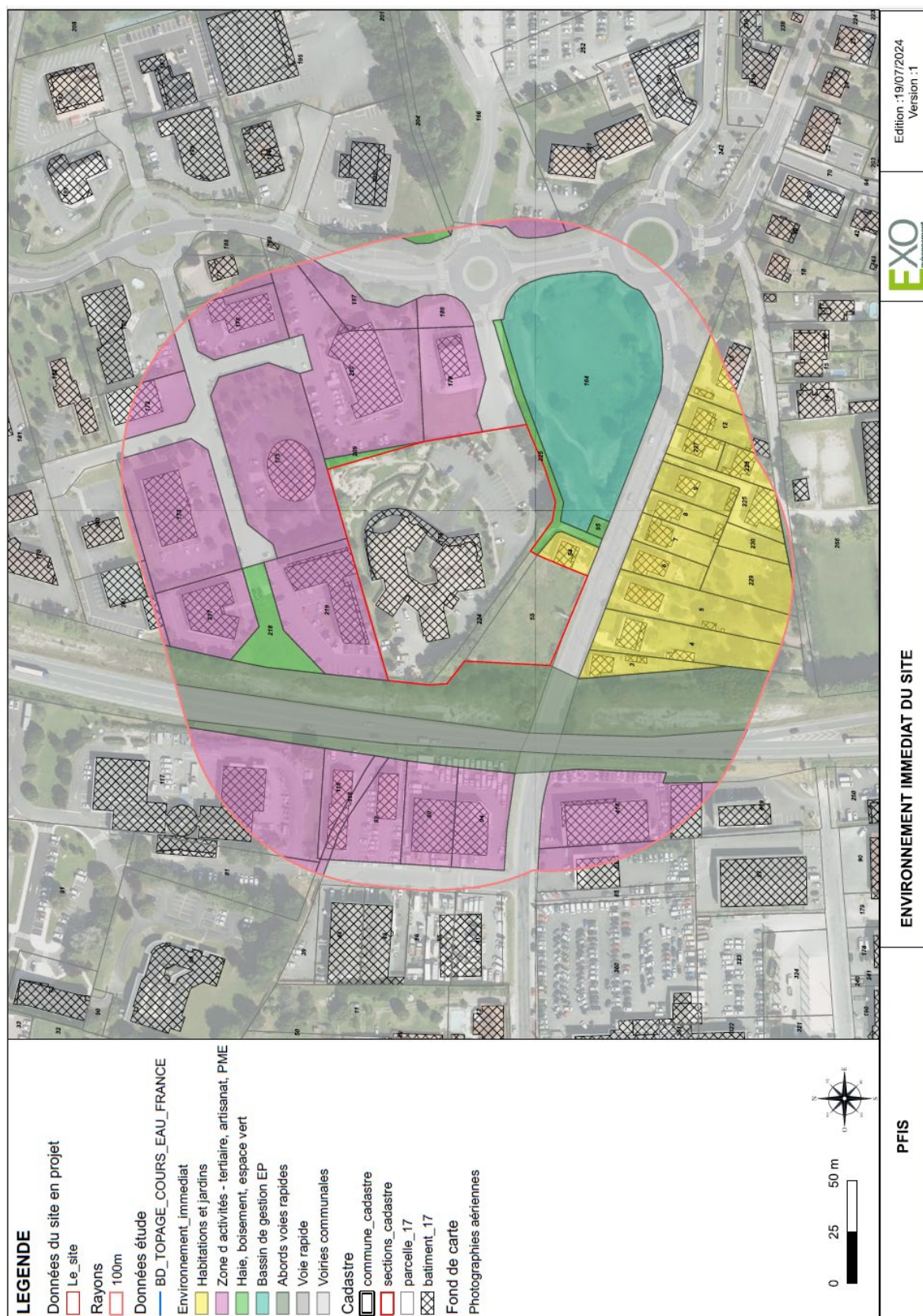
Tableau 7. Synthèse des enjeux relatifs aux contextes physique, hydrologique, écologique et humain

Thématique	Synthèse	Sensibilité
Contexte humain		
Environnement : abords et zone d'étude EQRS	<p>Le site s'inscrit dans un tissu urbain, les abords immédiats sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour majorité d'une zone d'activités : tertiaire, artisanat, PME ; - Pour partie d'une zone résidentielles ; - D'infrastructures : route départementale, voirie communale, bassin de gestion des eaux pluviales. <p>Dans le périmètre de la zone d'étude de l'EQRS, les sols sont occupés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour 53% de zones industrielles et commerciales ; - Pour 28% de tissu urbain discontinu (dont habitations, commerces) ; - Pour 19% de cultures. 	Fort

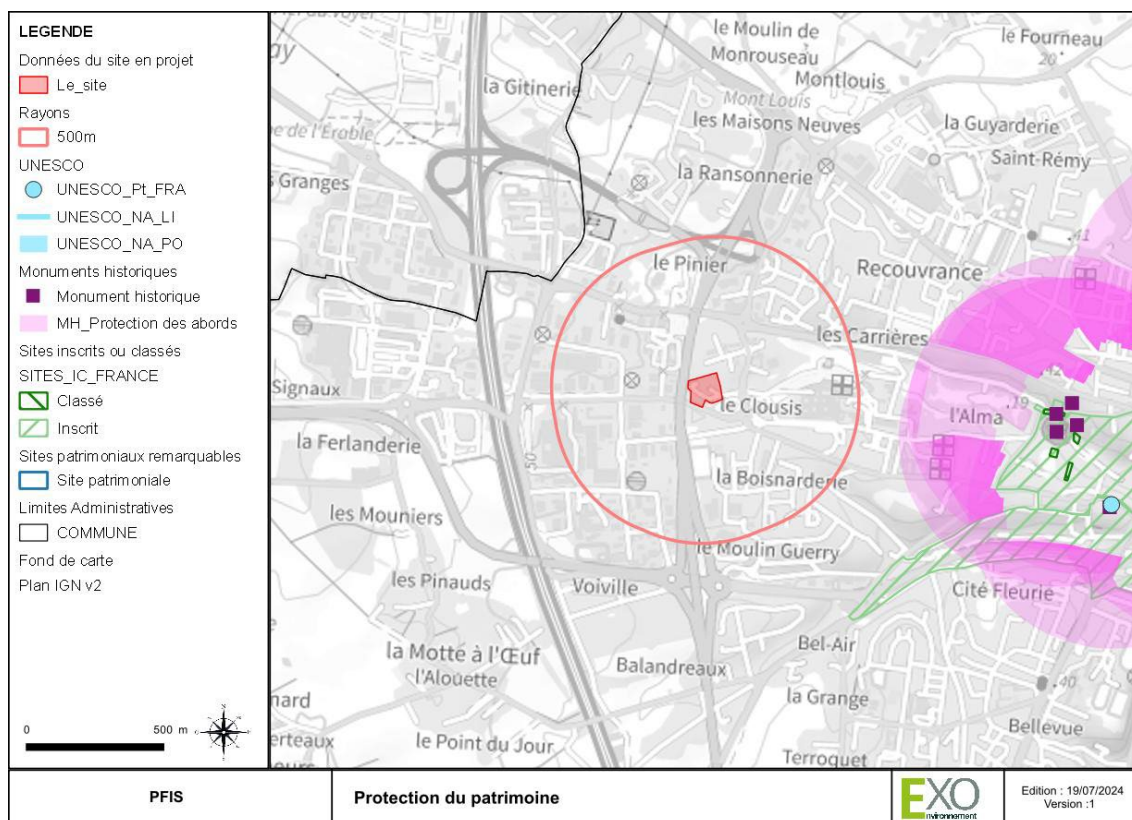
Thématique	Synthèse	Sensibilité
Patrimoine	<p>Le site n'est pas localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sein d'un périmètre de protection des monuments historiques ou de leurs abords ; - au sein d'un site patrimonial remarquable ; - au sein d'un bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO ou de sa zone tampon, d'un périmètre d'un Grand Site de France. - au sein du zone de présomption de prescription archéologique. 	Faible
Paysage	<p>- En point de vue éloigné (axe D137), le site et ses constructions sont visibles mais atténués par la topographie et le tissu urbanisé alentours.</p> <p>En vue proche, le site est visible depuis le COUR PAUL DOUMER en contrebas du site et du futur jardin du souvenir et depuis la rue ARMAND TROUSSEAU au niveau de son accès.</p>	Faible
Exposition aux nuisances et pollutions	<ul style="list-style-type: none"> - le site n'est pas éclairé la nuit, à l'exception de l'éclairage des accès pour la sécurité du site. - Pas de pollution des sols ou des eaux souterraines recensée. - Le site ne comprend pas d'activités ou installation bruyante à l'exception du groupe froid. En outre il ne fonctionne pas en période nocturne. Il est localisé à proximité d'un axe routier départemental amenant de potentielles nuisances sonores, vibratoires. - Le site présente des rejets atmosphériques liés à l'activité de crémation ; <p>Les rejets atmosphériques sont filtrés, éliminant les odeurs. Aucune plainte liée à une odeur n'a été relevée jusqu'à présent.</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement induit un flux de véhicules légers liés à l'activité estimé comme suit : 50VL/j liés aux cérémonies, 16VL/j liés au personnel, 1 VL/j lié aux prestataires ponctuels. Il n'engendre pas de flux de poids lourds 	Fort
Exposition aux risques		
Risques naturels	<p>La commune n'est pas concernée par le risque de feu de forêt selon le DDRM. Le site n'est pas bordé par un espace boisé.</p> <p>Le site n'est pas localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en zone inondable par les eaux superficielles ou souterraines ; - hors secteur de cavités souterraines ; - en zone d'exposition à l'aléa retrait-gonflement des argiles; <p>Le site est localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en zone de sismicité 2 (faible); <p>La commune de SAINTES est soumise à PPRN: inondation, Mouvement de terrain. Le site n'est pas concerné par les zonages de prescriptions associés.</p>	Faible
Risques technologiques	<p>Le site n'est pas localisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sein d'une commune soumise à un PPRT prescrit ou approuvé ; - au sein d'une zone exposée aux risques de rupture de barrage, miniers ou radiologique ; - au sein d'un ancien site industriel recensé pour un risque de pollution des sols (BASIAS, BASOL) - au sein d'une zone regroupant des établissements industriels et d'élevage recensés pour leurs émissions polluantes. - au sein d'une zone à risque en cas d'accident lié au transport de matières dangereuses; - à proximité d'un réseau de transport d'électricité aérien (RTE); - à proximité d'une installation classée (ICPE). 	Faible

2. Cartographie

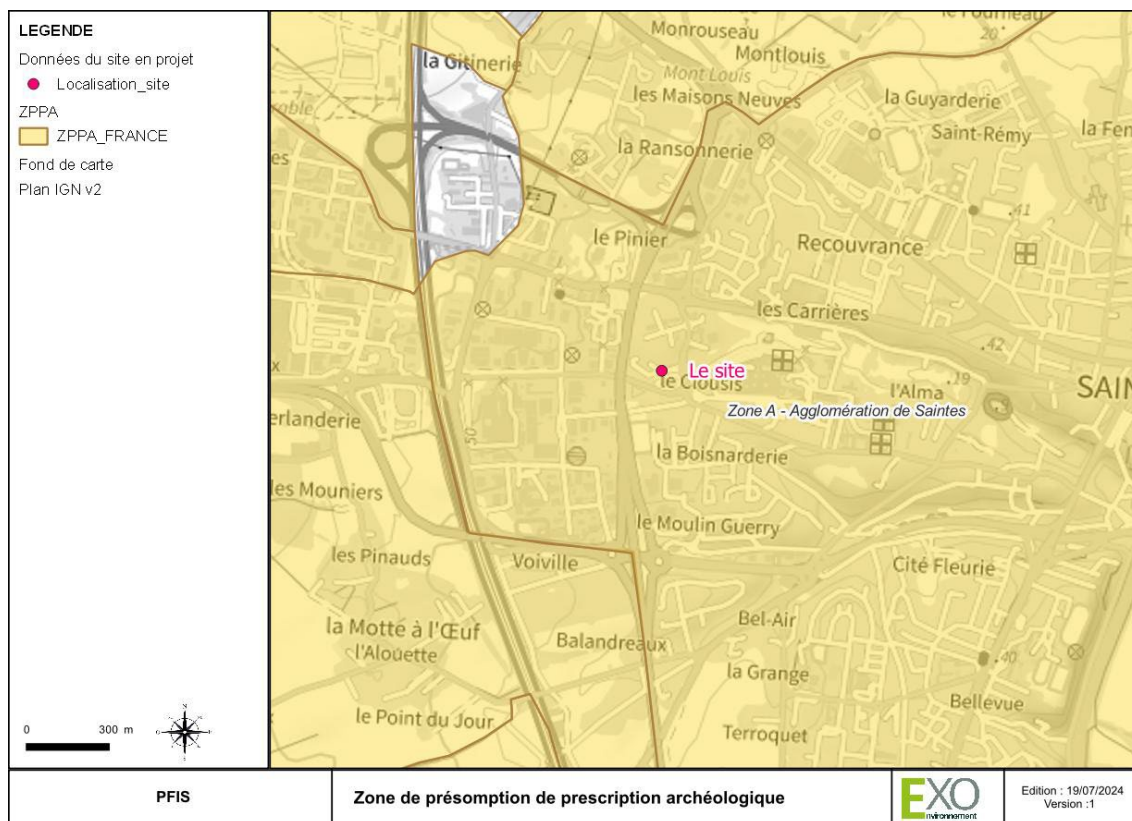
ABORDS IMMEDIATS



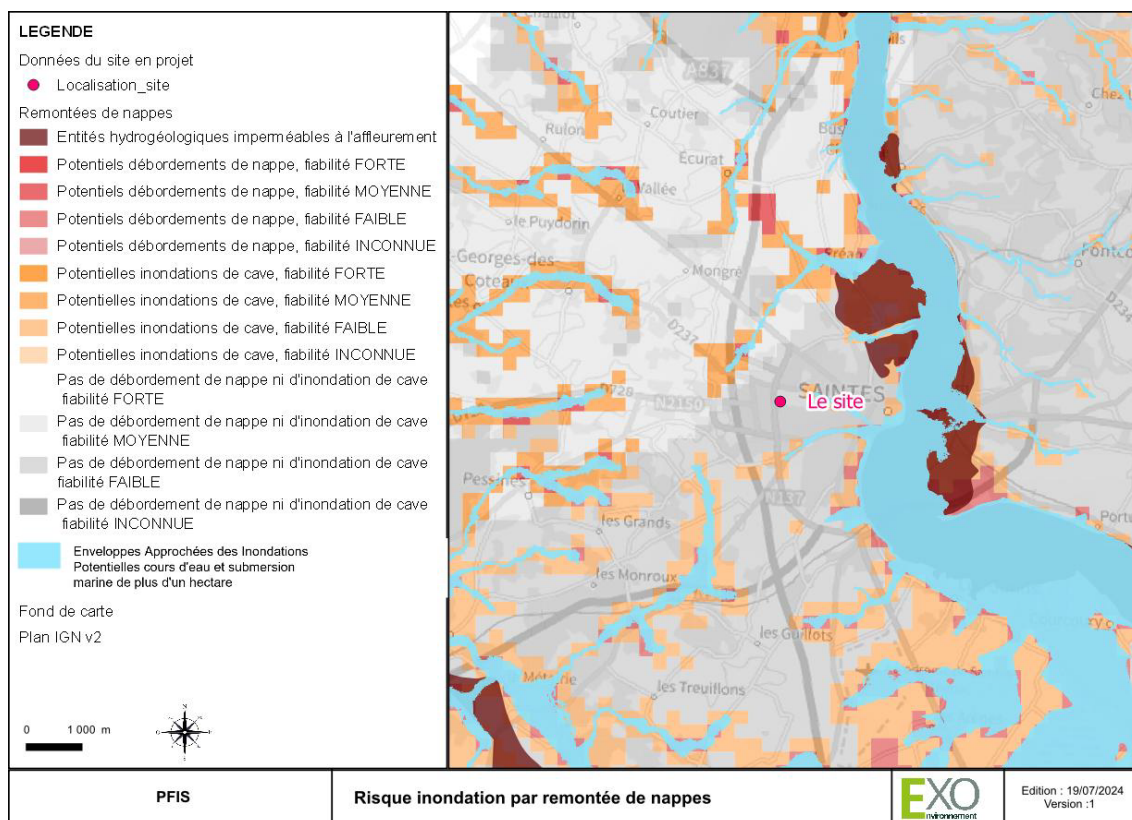
PROTECTION DU PATRIMOINE



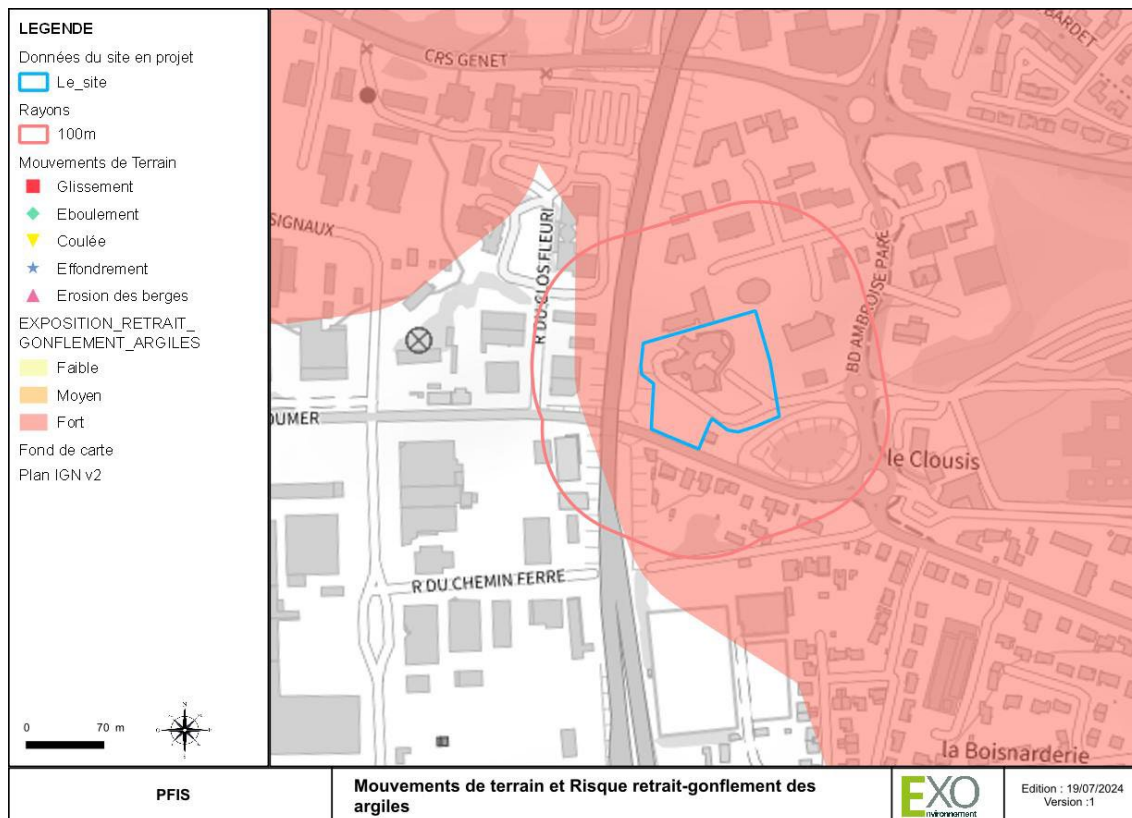
ZONE DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTIONS ARCHEOLOGIQUES



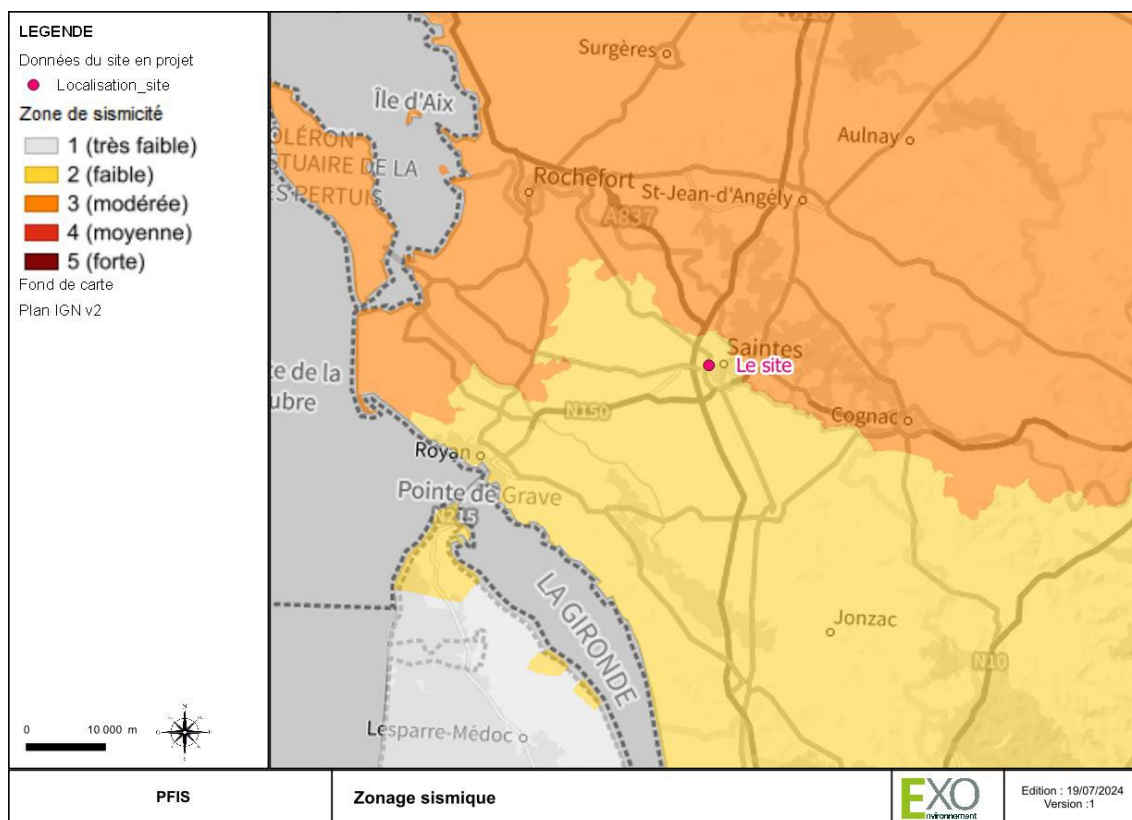
RISQUE INONDATION PAR REMONTEE DE NAPPES



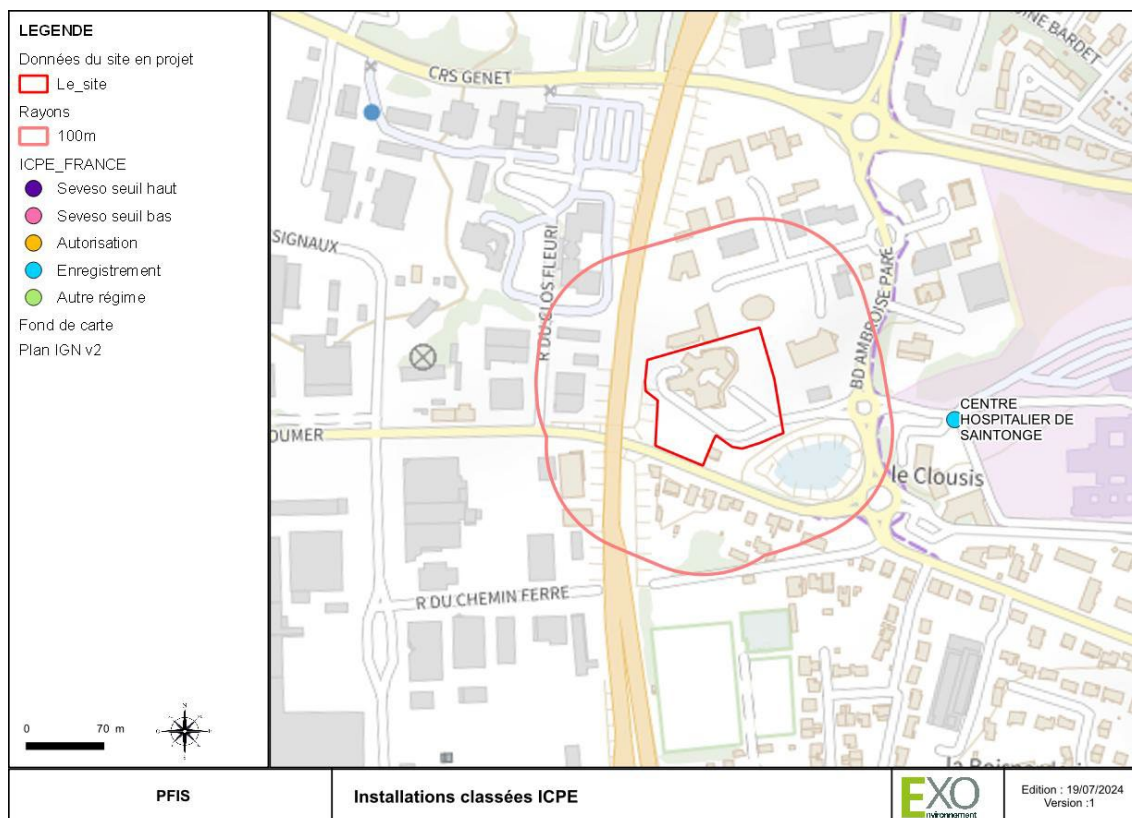
MOUVEMENT DE TERRAIN



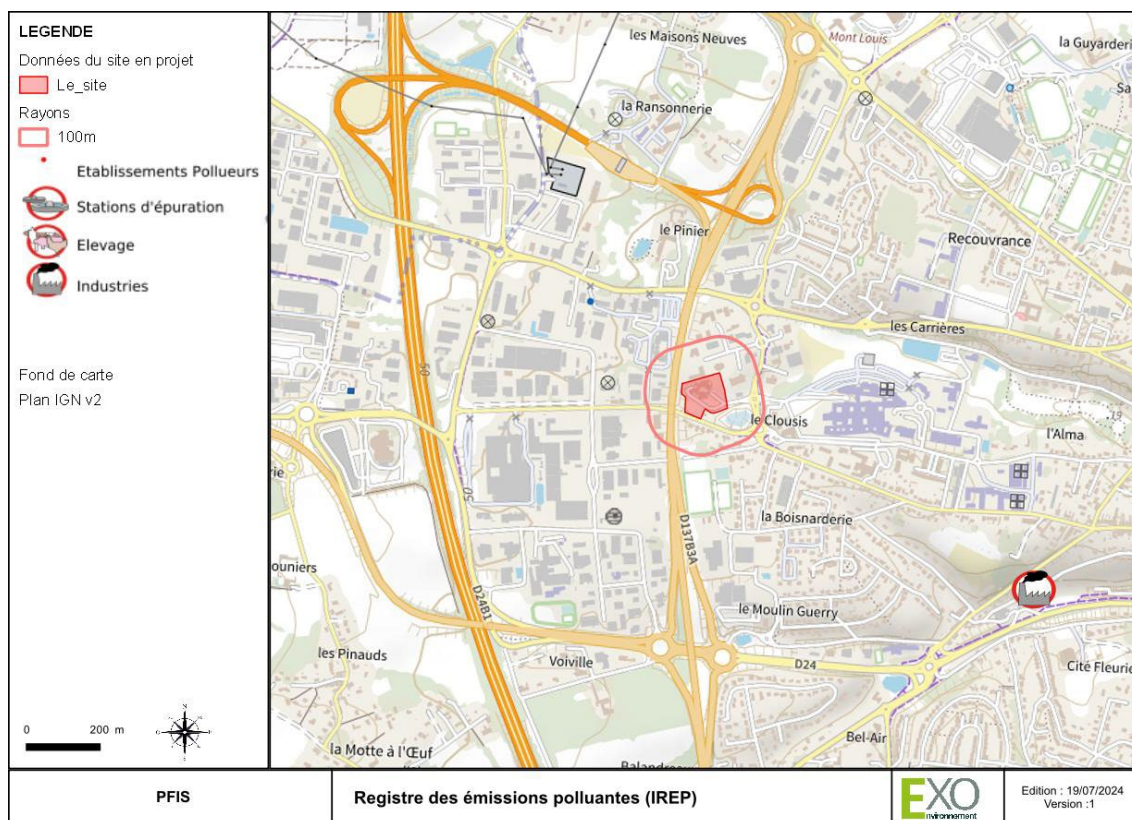
RISQUE SISMIQUE



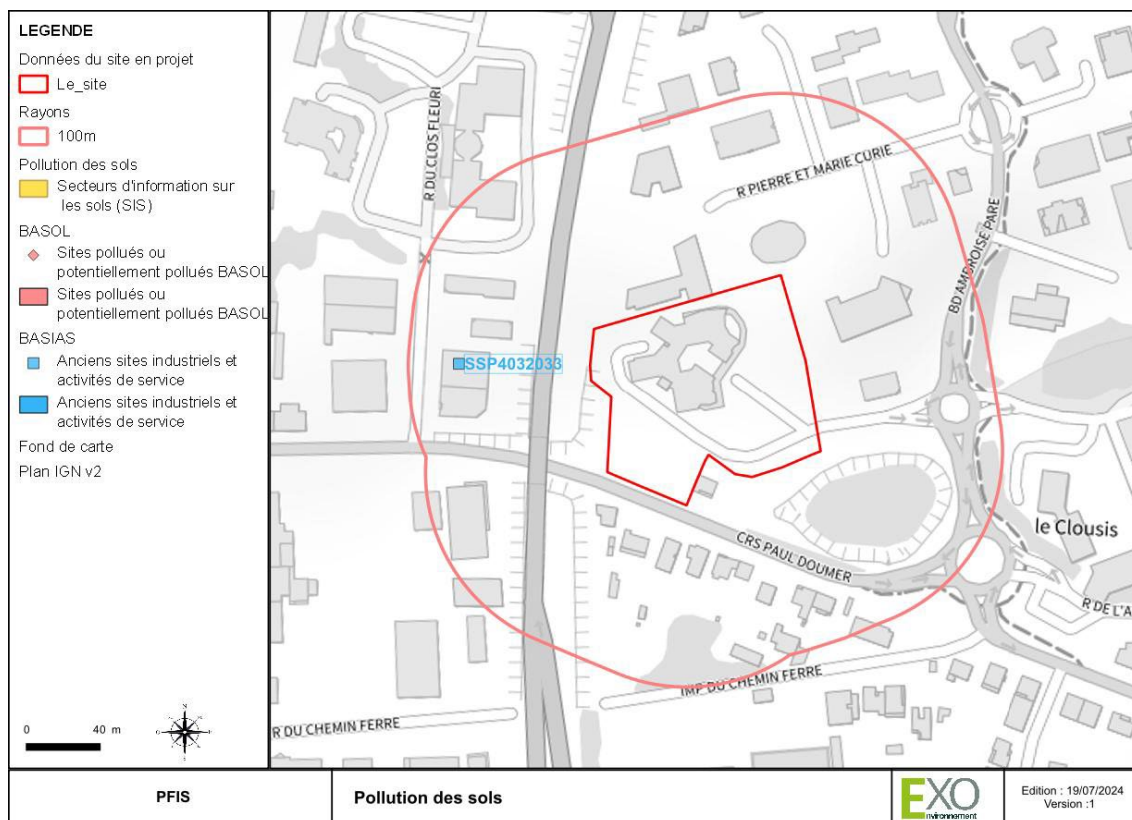
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



ETABLISSEMENT POLLUEURS



POLLUTION DES SOLS



3. INCIDENCES ET MESURES

Analyse des incidences

- Du point de vue des enjeux patrimoniaux et paysage :
 - le projet amène une extension des constructions très limitée (extension de l'édicule en toiture et création d'un local de 49m² dans la continuité des constructions existantes). L'aménagement du bâti n'aura pas d'impact sur ces enjeux, par ailleurs limités dans le secteur fortement anthropisés.
 - L'aménagement de l'extension du jardin du souvenir n'impliquera pas de destruction des éléments paysagers existants. Les ouvertures dans ces éléments sont existantes et seront adaptées à la marge pour le passage de piétons sur l'accès public projeté et de véhicule léger pour l'accès réservé au personnel de service. L'aménagement projeté consistera en des allées et emplacements végétalisés pour le recueillement, à l'instar du jardin du souvenir existant (prise de vue n°3).
- Du point de vue des risques naturels et technologiques, le projet n'augmente pas les risques induits par l'établissement.
- Du point de vue des nuisances et pollution :
 - Le projet n'augmente pas les flux de véhicules liés aux activités de l'établissement ;
 - Le projet n'amènera pas d'émissions supplémentaires : bruits, effluents, déchets. La phase de travaux sur le bâti (mise en œuvre du four et création du hall des cérémonies) est susceptible d'entraîner des émissions sonores à proximité.
 - Les émissions atmosphériques liées à l'activité de crémation seront augmentées à la marge, l'objectif du projet étant de garantir une continuité de services pendant les opérations de maintenance (20j par an) amenant l'arrêt actuellement des services de crémation. Le nombre de crémation journalier ne sera pas augmenté (5/j).

- **Rejets atmosphériques**

Source : Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) par modélisation de la dispersion atmosphérique des rejets, Extension d'un crématorium à Saintes (17), NUMTECH, 2025

Le projet a fait l'objet d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (en ANNEXE 16). Les paramètres évalués sont issus des normes de rejets applicables aux crématoriums (arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère) Les éléments ci-dessous résument les conclusions de l'étude.

- **Résumé**

L'évaluation des risques sanitaires a été réalisée en 4 étapes selon la démarche préconisée par l'Institut National de l'Environnement et des Risques Industriels (INERIS). Les effets aigus (pour une durée d'exposition de 1 heure à 2 semaines) et chroniques (pour une durée d'exposition d'au moins 1 an) susceptibles d'être induits suite à une exposition respiratoire et/ou orale à une série de substances ont été étudiés. Les niveaux d'expositions des populations riveraines du crématorium et les risques sanitaires associés ont été estimés via une étude de dispersion atmosphérique.

Les valeurs toxicologiques de référence ont été choisies en suivant les recommandations de la note méthodologique de la direction générale de la santé (DGS) d'octobre 2014.

Comme indiqué dans le guide de l'INERIS, la caractérisation des risques a porté uniquement sur les émissions du site en projet, ainsi, l'exposition actuelle des populations, appelée aussi « exposition ambiante » ou « niveau de fond ambiant » n'a pas été considérée dans l'étape de caractérisation des risques.

D'après les résultats obtenus, aucun dépassement de seuil sanitaire ($QD < 1$ et $ERI < 10^{-5}$) n'est observé lors d'expositions aiguës et chroniques par voie respiratoire et/ou digestive, pour l'ensemble des substances étudiées.

Les sommes de risques effectuées pour les effets chroniques non cancérogènes et les deux voies d'exposition (respiratoire et orale) conduisent à l'obtention d'un risque inférieur au seuil sanitaire ($QD < 1$). D'après ces résultats, la population n'est pas susceptible de développer les effets sanitaires relatifs aux substances émises par le projet étudié et considérées dans l'étude.

Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes.

- **Exposition respiratoire**

Exposition aiguë

Concernant les expositions respiratoires aiguës aux substances émises par le crématorium, et retenues dans l'ERS, aucun dépassement des seuils sanitaire n'a été estimé ($QD < 1$, $ERI < 10^{-5}$), et ce, pour l'ensemble des substances considérées.

Pour les poussières (PM_{10} et $PM_{2,5}$) et les oxydes d'azote, substances pour lesquelles aucune VTR n'est disponible, aucun dépassement de valeur guide n'a été déterminé sur le domaine d'étude.

Exposition chronique et effets à seuil de dose

Concernant les expositions respiratoires chroniques, les quotients de danger (QD) estimés n'induisent pas de risque préoccupant pour les populations ($QD < 1$) pour l'ensemble des substances étudiées.

Concernant les substances pour lesquelles aucune VTR n'est disponible mais pour lesquelles il existe des valeurs-guides annuelles (PM_{10} , $PM_{2,5}$ et NO_2), aucun dépassement des valeurs-guides annuelle n'est observé.

Exposition chronique et effets sans seuil de dose (cancérogènes)

Concernant le benzène, la seule substance à induire ce type d'effet et pour laquelle il est possible de conclure, les seules émissions de l'installation n'induisent pas un niveau de risque préoccupant pour la population riveraine, bien que les émissions en cette substance aient été assimilées comme égales à l'ensemble des composés organiques émis par l'installation dans une hypothèse simplificatrice majorante.

- **Exposition orale**

A l'image de la voie respiratoire, la caractérisation des risques sanitaires pour la voie digestive a porté sur les seules émissions de l'installation.

Les substances considérées n'étant susceptibles d'induire que des effets à seuil de dose, ce type d'effet est le seul à avoir été caractérisé. Les calculs des quotients de danger estimés pour cette voie d'exposition conduisent à risques non préoccupants pour la population ($QD < 1$) pour l'ensemble des substances considérées.

- **Risques cumulés**

Les sommes de risques effectuées pour les effets chroniques non cancérogènes et les deux voies d'exposition (respiratoire et orale) liés à l'exposition aux émissions de l'installation n'induisent pas des niveaux de risque préoccupants pour la population.

Mesures

Les mesures concernent la phase travaux pour limiter les émissions sonores pendant les cérémonies et garantir la sécurité de l'équipement et des intervenants ainsi que la continuité de service :

- Pour le hall des cérémonies, l'enjeu consiste essentiellement dans la gestion des émissions sonores, la construction n'impliquant pas de difficultés supplémentaires par rapport aux enjeux de sécurité usuels des chantiers de construction. Afin de garantir la continuité de services dans des conditions permettant le recueillement, les travaux feront l'objet d'une planification spécifique selon leur nature. Les travaux bruyants seront planifiés en dehors des plages de cérémonie.
- Pour l'implantation du second four et les interventions en toiture et au sein du local de crémation, le planning des travaux sera adapté selon les plages d'utilisation du four existant afin de garantir la continuité de services. La méthode et le planning seront validées en amont par le coordonateur SPS du chantier.

PARTIE 6 ANNEXES

**ANNEXE 1 COURRIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXTENSION**

ANNEXE 2 EXTRAIT KBIS DU DELEGATAIRE

**ANNEXE 3 CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
DU 27/12/2007**

ANNEXE 4 REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

ANNEXE 5 TARIFS DES PRESTATIONS

ANNEXE 6 COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

ANNEXE 7 PLAN DE SITUATION

ANNEXE 8 PLAN DES ABORDS DE L'ETABLISSEMENT

ANNEXE 9 EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE 10 DOCUMENTS GRAPHIQUES ET PLAN APS

ANNEXE 11 DECISION D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

ANNEXE 12 CONFORMITE REGLEMENTAIRE

ANNEXE 13 NOTICE D'ACCESSIBILITE

ANNEXE 14 NOTICE DE SECURITE

**ANNEXE 15 DOCUMENTATION TECHNIQUES DES FOURS
EXISTANT ET PROJETE**

**ANNEXE 16 EVALUATION QUANTITATIVE DES RISQUES
SANITAIRES**

ANNEXE 17 ETUDE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

ANNEXE 1 **COURRIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXTENSION**

ANNEXE 2 **EXTRAIT KBIS DU DELEGATAIRE**

ANNEXE 3 **CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU
27/12/2007**

ANNEXE 4 **REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

ANNEXE 5 **TARIFS DES PRESTATIONS**

ANNEXE 6 **COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL**

ANNEXE 7 **PLAN DE SITUATION**

ANNEXE 8 **PLAN DES ABORDS DE L'ETABLISSEMENT**

ANNEXE 9 **EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

ANNEXE 10 **DOCUMENTS GRAPHIQUES ET PLAN APS**

ANNEXE 11 **DECISION D'EXAMEN AU CAS PAR CAS**

ANNEXE 12 **CONFORMITE REGLEMENTAIRE**

ANNEXE 13 **NOTICE D'ACCESSIBILITE**

ANNEXE 14 **NOTICE DE SECURITE**

ANNEXE 15 **DOCUMENTATION TECHNIQUES DES FOURS EXISTANT ET PROJETE**

ANNEXE 16 **EVALUATION QUANTITATIVE DES RISQUES SANITAIRES**

ANNEXE 17 **ÉTUDE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES**